

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 1 février 2024

Zoom sur : Perspectives de croissance et corruption en l'Amérique Latine

Le Fonds Monétaire International (FMI) a revu à la baisse sa prévision de croissance pour l'Amérique latine et les Caraïbes cette année, la fixant à 1,9 %, ce qui représente une baisse de 0,4 pt% par rapport aux projections émises en octobre. Ce chiffre est bien en dessous des perspectives de croissance mondiales qui s'établissent à 3,1 % pour 2024 et à 3,2 % pour 2025, avec une augmentation de 0,2 pt% dans les prévisions pour 2024 par rapport au rapport précédent d'octobre. En outre, il est prévu que la plupart des économies atteignent leurs objectifs d'inflation au plus tard en 2025.



TRANSPARENCY INTERNATIONAL

Alors que la région de l'Amérique latine se prépare à une croissance économique plus faible que celle du reste du monde, elle doit également affronter un défi persistant : des niveaux de corruption très élevés. Les derniers chiffres de l'Indice de Perception de la Corruption publiés par Transparency International révèlent que la majorité des pays latino-américains, à l'exception de trois d'entre eux, obtiennent des scores inférieurs à 50. Ces chiffres soulignent l'ampleur du défi régional en matière de lutte contre la corruption. L'Uruguay, le Chili et le Costa Rica sont perçus comme les moins corrompus, avec des scores respectifs de 73, 66 et 55, alors que le Venezuela (13), le Nicaragua (17), le Honduras et le Guatemala (23) figurent en bas du classement parmi les pays les plus corrompus.

On note que, selon l'indice de *Transparency International*, la Colombie fait aussi face à des défis significatifs dans la lutte contre la corruption. Le pays a obtenu un score inférieur à 50 sur 100, à 40, et se situe au 87^{ème} rang sur 180 pays. Bien qu'une légère amélioration soit observée dans l'indice, des problèmes de corruption persistants compromettent les droits fondamentaux de ses citoyens. L'un des points majeurs est la nécessité de s'attaquer au manque d'indépendance judiciaire, un facteur qui affaiblit l'État de droit et favorise l'impunité des corrompus.

Bolivie

Le taux de change du dollar étasunien sur le marché parallèle dépasse la barre des 8 BOB.

Le prix sur le marché parallèle a grimpé à 8,08 BOB à la vente et à 7,90 BOB à l'achat, dans des bureaux de change du centre et du sud de la ville de La Paz. Ces taux de change dépassent désormais de 15 % les taux officiels. De plus, la libre disposition de la devise est irrégulière dans différentes maisons de change de la ville, et dépend du flux de dollars dans les locaux et de la somme d'argent recherchée par le client. Dans ce contexte, le président de la Chambre d'Industrie et de Commerce de Santa Cruz (Cainco), Jean Pierre Antelo, a déclaré que la Bolivie a atteint un niveau historiquement bas de réserves internationales et devient ainsi le 2^{ème} pays le plus risqué d'Amérique latine pour les investissements étrangers. Il a ajouté que cette situation affecte directement le secteur privé formel.

YLB lance un deuxième appel à propositions pour l'exploitation de lithium dans sept salars.

L'entreprise publique en charge de l'exploitation du lithium bolivien (YLB) a lancé un nouvel appel international à candidatures pour l'exploitation de lithium et ses dérivés dans sept salars situés dans les départements d'Oruro et de Potosí. La présidente de YLB, Karla Calderón, a expliqué que des invitations seront adressées aux entreprises liées à l'industrie mondiale du lithium afin de promouvoir la participation au développement intégral de ces ressources. Le ministre des hydrocarbures et de l'énergie, Franklin Molina, a déclaré que cet appel reflète l'intérêt exprimé par de nombreuses entreprises internationales pour investir en Bolivie. Il a évoqué la visite d'investisseurs de l'Union européenne, de Chine, de Russie, du Brésil et d'autres délégations, qui ont exprimé leur volonté d'accepter les conditions établies par le modèle d'affaires bolivien.

Colombie

La Banque centrale abaisse le taux directeur à 12,75%.

Lors de sa première réunion de 2024, la Banque centrale a décidé de réduire le taux directeur de 0,25 pt%, passant de 13,00 % à 12,75 %. Cinq directeurs ont voté en faveur de cette décision et deux ont voté en faveur d'une réduction de 0,50 pt%. L'inflation a été le principal élément

pris en compte pour la décision sur les taux. Dans ce contexte, la Banque centrale a rappelé que l'inflation avait baissé pour le neuvième mois consécutif en décembre, clôturant ainsi l'ensemble de l'année 2023 à 9,28 %.

Cette décision devrait alléger la pression financière des établissements de crédit qui ont enregistré une baisse importante des bénéfices. En effet, selon le rapport de la *Superintendencia Financiera*, à la clôture de novembre 2023, les établissements de crédit ont déclaré des bénéfices en baisse de 53,4 % par rapport au même mois de 2022.

Préoccupations croissantes pendant la période d'El Niño : Impacts sur l'énergie et l'agriculture en Colombie.

Une étude de Corficolombiana a révélé que, pendant les périodes du phénomène El Niño, les secteurs de l'énergie et de l'agriculture sont les plus touchés en termes de croissance. Pour le secteur de l'énergie, le Niño est associé à une moindre activité économique de -0,6 % vs. la normale, tandis que, pour l'agriculture, la baisse est estimée à -0,5 %.

Ainsi, le secteur agricole est l'un des secteurs les plus touchés. Par exemple, l'élevage, spécialisé dans la production laitière subit une baisse de jusqu'à 45 % de sa production dans certaines régions comme les Caraïbes. En outre, le *fique* serait la culture la plus fortement impactée, avec une baisse de rendement de -12,6 %, suivi de l'igname (-7,6 %), de l'huile de palme (-7,3 %), de l'orge (-6,8 %), du lait (-4,9 %), du riz (-4,8 %), de la pomme de terre (-4,6 %), du maïs (-4,5 %), du coton (-4,3 %), de la canne à sucre (-4,1 %) et de la banane (-3,8 %).

En outre, le rapport de Corficolombiana prévoit que le phénomène El Niño exercerait des pressions à la hausse sur les prix de l'électricité. Ainsi, au 23 janvier, l'opérateur du Système Interconnecté National, XM, a confirmé que les niveaux des réservoirs sont à 60,5 %, une chute significative par rapport aux 70,2 % de décembre. La région de l'Orient affiche le niveau le plus bas des réservoirs, avec 49,2 %, suivie du Centre (60,2 %), d'Antioquia (65,4 %), du Valle (68,6 %), des Caraïbes (74,8 %) et de Caldas (78,6 %). Dans le même rapport, il était assuré que les prix des contrats à long terme seraient sous pression.

La Bourse et le gouvernement veulent éviter une dégradation du pays au statut de « marché frontière ».

Le gouvernement et le secteur privé veulent revitaliser le marché boursier du pays afin de

maintenir son statut actuel de marché émergent et d'éviter d'être rétrogradé en « marché frontière ». Pour mémoire, pour être considéré comme un marché émergent selon les critères du MSCI, un marché doit avoir au moins trois actions répertoriées dans l'indice MSCI. La Colombie remplit cette exigence avec les titres d'ISA, de Bancolombia et de Bancolombia préférentiel. La prochaine annonce est attendue en juin 2024, lorsque la banque d'investissement JPMorgan Chase & Co. dévoilera les actions colombiennes incluses dans son indice MSCI.

Carlos Alberto Sánchez, directeur général du marché des capitaux chez Credicorp Capital, souligne que le pays doit démontrer sa stabilité économique, politique et législative pour offrir aux investisseurs étrangers un environnement favorable. De plus, il appelle à ouvrir le débat sur le cadre réglementaire actuel, la possibilité de coter certaines entreprises à capitaux publics en bourse et à élargir le marché des capitaux.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	+0,31 %	+1,27 %	1 277 pts
Change USD/COP	-1,21 %	-15,53 %	3 891
Change EUR/COP	-1,21 %	-16,90 %	4 227
Prix du baril colombien (USD)	-3,07 %	-2,44 %	81,73

Casino cède ses parts dans le groupe Éxito pour 556 M USD.

Pour mémoire 18 décembre 2023, le Grupo Calleja a lancé deux OPA concurrentes, l'une en Colombie et l'autre aux États-Unis, visant à acquérir de 51% (661,91 millions d'actions ordinaires) à 100% (1 297,86 millions d'actions ordinaires) du Groupe Éxito. En combinant les résultats des OPA aux États-Unis (18 janvier), et celle en Colombie, (19 janvier), le Grupo Calleja a acquis au total 86,84% des actions du

Groupe Éxito. La finalisation des OPA a concrétisé la vente totale des actions détenues par le Groupe Casino et ses filiales dans le Groupe Éxito (Grupo Pão de Açúcar inclus).

Les transferts financiers des migrants (remesas) ont atteint un niveau record de 10,1 Md USD à la clôture de 2023.

Le mois de décembre a enregistré un record historique d'entrées de 914 M USD, attribuable à la période des fêtes de fin d'année et à l'appréciation du COP (plus d'USD nécessaires pour envoyer une certaine somme en COP). Il s'agit du montant le plus élevé reçu en un mois au cours de l'année 2023. Pour mémoire, n'ont cessé d'augmenter depuis 2020, s'élevant à 6,9 Md USD en 2020, à 8,6 Md USD en 2021 et 9,4 Md USD en 2022. David Cubides, directeur de la recherche économique chez Alianza Valores a souligné : *« Ces remesas stimulent la consommation dans certaines régions spécifiques du pays, comme l'Eje Cafetero, et contribuent à atténuer quelque peu les effets du ralentissement économique ».*

Hausse des recettes fiscales de la Colombie en 2023.

En 2023, la DIAN a collecté 71,5 Md USD en impôts, ce qui représente une augmentation de 22% par rapport à 2022 et une hausse de 61% par rapport à 2021. Cependant, le Comité Autonome de la Règle Budgétaire (CARF) a averti que ce chiffre ne représentait que 96% de l'objectif de collecte brute fixé par le gouvernement pour 2023, ce qui signifie qu'il y a eu un manque à gagner de 2,9 Md USD par rapport à l'objectif annuel.

Suite à cette hausse de recettes fiscales, le directeur de la DIAN, Luis Carlos Reyes, a déclaré : *« Chaque année, on parle d'une augmentation des recettes, mais cette fois, il s'agit de données historiques dans toutes les métriques. Ce n'est pas seulement en termes nominaux, où chaque mois les chiffres augmentent, mais aussi en termes réels. En termes de pouvoir d'achat*

pour l'État, les recettes ont augmenté de 13,7 % de plus qu'en 2022. En outre, en termes de pourcentage du PIB, notre pays est à 16,6 %, par rapport à un chiffre beaucoup plus bas en 2022, à 14,4 %. Au cours des dix dernières années, les recettes n'avaient même pas atteint 15 % du PIB et nous sommes en voie d'atteindre 17 % (...) c'est un accomplissement historique ». En outre, Reyes a souligné que la dernière réforme fiscale approuvée par le gouvernement de Gustavo Petro a été cruciale pour obtenir ces recettes. Pour mémoire, cette réforme visait à collecter environ 5,6 Md USD, l'objectif le plus ambitieux de l'histoire, grâce à de nouveaux impôts.

BID Invest allouera 150 M USD à la route Ruta al Sur entre le Huila, le Cauca et le Putumayo.

BID Invest, investira 150 M USD dans le projet d'infrastructure routière *Ruta al Sol*, qui reliera les localités de Santana et Mocoa à la ville de Neiva. Ce projet est géré par la société concessionnaire, composée de *Patria Investments* et du *Groupe Colpatria*. Il est prévu que l'infrastructure bénéficiera à 1 million de personnes dans les 16 municipalités avoisinantes, dont la plupart sont des communautés indigènes. "Le projet améliorera considérablement l'infrastructure routière de cette région en améliorant 456 kilomètres de routes rurales, urbaines et interurbaines. Cela comprend la construction de 76 kilomètres de nouvelles routes répartis en sept variantes et d'autres tronçons d'amélioration qui permettront d'optimiser la connexion de l'intérieur du pays avec l'Équateur via le département de Putumayo, réduisant le trajet de Bogotá à Quito de six heures", a déclaré BID Invest dans un communiqué.

En 2023, la Colombie a produit 23 000 barils de pétrole de plus par jour qu'en 2022.

Selon un rapport élaboré par *Campetrol*, la production de pétrole en Colombie en 2023 s'est élevée à 777 200 (b/j), (moyenne de janvier à décembre 2023). Ce chiffre est supérieur de 3 % à la moyenne enregistrée en 2022. L'année dernière, 772 000 b/j ont été produits. En outre, l'entité a indiqué qu'entre janvier et décembre 2023, il y a eu une augmentation de la production de pétrole de 114 % dans le champ *Caño Sur Este* (de 19 000 à 40 600 b/j) et de 28 % dans le champ *Tigana* (de 17 400 à 22 400 b/j), situés respectivement dans les Départements du Meta et du Casanare.

Le rapport a également mis en évidence des chiffres moins optimistes pour le secteur: entre janvier et novembre 2023, les exportations de pétrole et de ses dérivés se sont élevées à 14,1 Md USD *FoB*, soit une baisse de 18,7 % par rapport à la même période de l'année précédente. Ainsi, sur la période cumulée de janvier à septembre 2023, les IDE pétroliers ont atteint 1,9 Md USD, en baisse de 0,1 Md USD par rapport à la même période en 2022. De plus, entre janvier et septembre 2023, seulement 41 puits d'exploration ont été forés dans le pays, ce qui représente une baisse de 30,5 % par rapport à la même période en 2022. Face à ces chiffres, Nelson Castañeda, président exécutif de *Campetrol*, a mis en avant l'importance d'augmenter le niveau d'activité en Colombie.

Le taux de chômage en Colombie s'est établi à 10,0 % en décembre 2023.

Ainsi, le chiffre enregistré est inférieur à celui enregistré en décembre 2022 (10,3 %). Cependant, le taux désaisonnalisé, utilisé pour comparer les données mensuelles, indique que le chômage était de 10,8 % en décembre, contre 10,2 % enregistré en novembre. En outre, pour l'ensemble de l'année 2023, le taux de chômage national s'est établi à 10,2 %, ce qui représente une réduction de 1,1 pt% par rapport à 2022. En effet, cette année-là, le taux de chômage était de 11,2 % (2,6 pt% de moins qu'en 2021, où il était de 13,8 %).

Aussi, les secteurs qui ont le plus contribué à la variation du pourcentage de la population active sont le commerce et la réparation de véhicules, avec 319 000 nouveaux employés, soit 1,4 pt% de plus, et les activités professionnelles, scientifiques, techniques et administratives, avec 138 000 nouveaux employés, représentant

une variation de 0,6 pt%. En tout, la variation absolue s'est élevée à 457 000 nouveaux employés. En outre, l'institut a annoncé que la population de personnes travaillant dans « l'informel » s'est établie à 56,3 %, contre 57,4 % en 2022 (-1,1 pt%).

Equateur

Défis financiers et négociations délicates : le Gouvernement de Daniel Noboa face aux échéances des bons du Trésor.

Le Gouvernement de Daniel Noboa a jusqu'au 31 janvier 2024 pour honorer trois coupons d'intérêt sur les obligations de la dette externe de l'Équateur, totalisant 273 M USD. Ces coupons concernent les obligations externes restructurées en 2020 et arrivant à échéance en 2030, 2035 et 2040. Cette situation exerce une forte pression sur l'Équateur, dont les comptes publics sont confrontés à une crise de liquidités. Les marchés financiers scrutent ainsi l'attitude de Noboa quant au paiement de ces obligations. Ne pas le faire serait s'exposer à des risques majeurs, car le pays pourrait tomber en défaut de paiement.

Bien que le Gouvernement n'ait pas encore fait état des résultats de ses réunions, la baisse de l'indice de risque pays indique une amélioration de la confiance des créanciers de la dette externe de l'Équateur. L'indice de risque pays a clôturé à 1 709 points le 25 janvier 2024, soit une baisse de 259 points depuis le 12 janvier, date à laquelle Noboa a évoqué une augmentation permanente de la TVA de 12 % à 15 %. Mosquera explique que cette baisse de l'indice de risque pays est le résultat de divers facteurs, le Gouvernement ayant donné certaines garanties bien accueillies par les marchés avec (i) la proposition d'augmenter la TVA pour générer des revenus permanents et réduire le déficit budgétaire, (ii) l'annonce de l'évaluation des dépenses sur les subventions aux carburants, (iii) et la proposition de réduire d'environ 1 000 M USD les dépenses de l'État. De plus, Mosquera explique qu'en acceptant une coopération sécuritaire avec les États-Unis, l'Équateur pourrait également bénéficier du soutien de ce pays dans le cadre d'un accord avec le FMI, en raison du poids des États-Unis au sein du conseil d'administration de l'organisme multilatéral. Les prêteurs considèrent comme des signaux positifs les mesures garantissant la capacité de l'État à honorer sa dette. Ainsi, l'Équateur pourrait ouvrir la voie à l'obtention

des liquidités nécessaires pour 2024.

Guyana

Augmentation des retraits du Fonds des Ressources Naturelles (FRN) et ajustement des plafonds de la dette.

Le ministère des Finances du Suriname a récemment dévoilé une série de mesures visant à « consolider la gestion financière du pays ». Ces initiatives incluent une augmentation des montants de retrait du Fonds des Ressources Naturelles (FRN), ainsi que des ajustements des plafonds de la dette du pays. Une analyse de la nouvelle formule de retrait, proposée dans la législation en cours, révèle que le gouvernement prévoit de permettre le retrait de 100 % du premier milliard USD déposé dans le Fonds au cours de l'année fiscale précédente ; puis 95 % du deuxième milliard USD ; suivi de 90 % du troisième milliard USD ; et enfin 85 % du quatrième milliard USD. En outre, des ajustements sont envisagés pour les plafonds de la dette intérieure et extérieure. Le gouvernement cherche à modifier le plafond d'emprunt pour les prêts publics (nationaux) et pour les prêts externes. Le ministre des Finances, le Dr. Ashni Singh, a souligné que ces décisions s'inscrivent dans une stratégie de gestion budgétaire prudente, conforme aux principes de transparence et de responsabilité. Selon lui, ces changements devraient optimiser le financement des investissements publics tout en préservant la soutenabilité de la dette et la stabilité macroéconomique du Suriname.

Avancée rapide du projet Gaz-à-Énergie : Le Premier ministre annonce une date butoir pour 2025.

Le Premier ministre, Mark Phillips, a informé l'Assemblée nationale que les travaux sur le projet Gaz-à-Énergie progressent rapidement et que le projet est en bonne voie pour être achevé d'ici la date butoir de 2025. Un montant de 80 Md USD a été budgété pour 2024 pour faire avancer ce projet et son infrastructure associée, y compris les mises à niveau de la transmission et de la distribution pour l'absorption de l'électricité. Phillips a qualifié le projet de projet destiné à alléger le fardeau des coûts de l'électricité pour les Guyaniens et a souligné l'engagement du gouvernement à améliorer la vie de ses citoyens, ce qui, selon

lui, se fait continuellement dans le secteur de l'énergie en stabilisant les prix de l'électricité.

Suriname

L'inflation s'élève à 32,6 % en 2023.

D'après les données récentes du Bureau général des statistiques, le taux d'inflation s'est élevé à 32,6 % au cours de la dernière année. **Bien que ce chiffre représente une baisse de 22 pt% par rapport à 2022, il demeure une inflation sans précédent ayant des répercussions économiques et sociales profondes.** Le Bureau met également en évidence des disparités régionales dans l'impact de cette inflation sur les différentes zones du Suriname.

Succès du programme *Bluewave* pour les fournisseurs *offshore*.

La première édition du Programme de Développement des Fournisseurs *Bluewave* s'est clôturée lundi dernier au Suriname, marquant une étape significative pour vingt-cinq petites et moyennes entreprises du pays. Ce programme, initié par l'entreprise étatsunienne *Bluewave*, a permis aux participants de s'immerger pendant six mois dans l'univers exigeant de l'industrie pétrolière *offshore*. Grâce à des ateliers, des sessions de coaching personnalisées et un accès à une plateforme de ressources, ces entreprises ont renforcé leur capacité à répondre aux standards internationaux de qualité et de sécurité requis par ce secteur stratégique. Avec le lancement prévu d'une nouvelle cohorte de trente entreprises en février 2024, soutenue par Staatsolie et des partenaires clés, le Suriname continue de tracer sa route vers une participation accrue et pérenne dans l'industrie énergétique mondiale.

Pérou

La croissance de l'emploi formel dans le secteur privé ne suffira pas à réduire le pourcentage de travailleurs informels.

Selon les données du ministère du Travail et de la Promotion de l'emploi (MTPE), l'emploi formel dans le secteur privé a connu une augmentation significative de 8,8 % en 2023, par rapport à 2021. Ainsi, en 2024, l'emploi dans le secteur privé formel devrait croître de 3,7 % par rapport à 2023. Cependant, selon les experts de l'institut Péruvien d'Économie (IPE),

cette tendance ne servira pas à réduire la croissance de l'emploi informel. Cela est dû au manque de réformes du marché du travail, au manque de programmes en faveur de la formalisation de l'emploi et à la croissance de la population active du Pérou.

Les flux de passagers dans les aéroports restent inférieurs aux niveaux précédant la pandémie.

Selon le bulletin touristique préparé par la Société de Commerce Extérieur du Pérou (Comex), entre janvier et novembre 2023 33,6 millions de passagers ont transité par les différents aéroports du pays, ce qui représente une croissance de 14,7 % par rapport à 2022, mais une baisse de 7,8 % par rapport aux niveaux pré-pandémiques de 2019. En particulier, 20,8 millions de passagers ont transité par Lima, dont 58,2 % sur des vols intérieurs et 41,8 % dans le cadre de voyages internationaux. En outre, les départements ayant enregistré le plus grand nombre de passagers sont Cusco avec 2,7 millions, Arequipa avec 1,8 million, et Piura avec 1,3 million. D'autre part, le ministère du Commerce extérieur et du Tourisme (Mincetur), a révélé qu'au cours de la période janvier-novembre 2023, l'arrivée de visiteurs au Sanctuaire historique de Machu Picchu a atteint 872 450, un résultat morose puisqu'il ne représente que 58,6 % des valeurs enregistrées avant la pandémie.

Venezuela

État des autorisations récentes émises par le gouvernement des États-Unis.

Le 29 janvier, suite à l'inhabilitation de deux candidats de l'opposition, le gouvernement étatsunien a délivré la licence générale 43A, annulant ainsi la licence générale 43 du 18 octobre 2023 (autorisant le commerce de l'or via, entre autres, la société Minerven) et octroyant un délai jusqu'au 18 février pour finaliser toutes les opérations en cours. Ainsi, le 30 janvier, le Département du Trésor a également annoncé qu'il ne renouvellerait pas la licence 44 (autorisant les ventes et exportations de pétrole vénézuélien), expirant le 18 avril, à moins que le gouvernement vénézuélien ne respecte les accords signés à La Barbade sur l'organisation d'élections démocratiques en 2024. Pour mémoire, la licence 44 permet explicitement , y compris pour PDVSA, la

production, l'extraction, la vente et l'exportation de pétrole ou de gaz du Venezuela, ainsi que la fourniture de biens et de services connexes ; le paiement de factures pour des biens ou des services liés aux opérations du secteur pétrolier ou gazier au Venezuela ; les nouveaux investissements dans les opérations du secteur pétrolier ou gazier au Venezuela ; et la livraison de pétrole et de gaz du Venezuela aux créanciers du gouvernement vénézuélien, y compris les créanciers des entités PDVSA, pour le remboursement de la dette.

Les réserves prouvées de pétrole du Venezuela sont de 300 878 millions de barils.

Le président de PDVSA a déclaré que la plupart des réserves se trouvent dans la ceinture pétrolière de l'Orénoque (FPO), avec 279 117 millions de barils ; dans les États de Falcón et de Zulia, totalisant 20 330 millions de barils ; dans les régions de Barinas et d'Apure, avec 1 088 millions ; et dans la région côtière de Sucre (nord-est), avec 343 millions. **M. Tellechea anticipe une "croissance accélérée" de la production pétrolière cette année, dépassant ainsi 1 million de b/j, ce qui représenterait une augmentation de plus de 27% par rapport à 2023, où elle s'élevait en moyenne à 783 000 b/j.**

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
			2022	2023 p.			2021	Variation par rapport à 2020	
	2023 e	2023 e			2023 p.	2023 p.			Variation en fin de période, 2023 p.
Bolivie	12,13	46,8	3,5	1,8	-2,7	80,8	118	+1	3,6
Colombie	52,16	363,8	7,3	1,4	-4,9	55,0	88	0	8,8
Equateur	18,26	118,69	2,9	1,4	1,5	55,5	95	+4	2,4
Guyana	0,794	16,33	62,3	38,4	18	29,9	108	+1	3,8
Pérou	34,509	264,64	2,7	1,1	-1,9	33,9	84	+1	4,2
Suriname	0,624	3,54	1,0	2,1	1,5	107	99	-7	40
Venezuela	26,54	92,21	8,0	4,0	2,2	n.a.	120	-2	250,0
Argentine	46,8	621,83	5	-2,5	-0,6	89,5	47	0	135,7
Brésil	204,2	2 126,2	2,9	3,1	-1,9	88,1	87	-1	4,9
Chili	20,0	344,4	2,4	-0,5	-3,5	38,4	42	+1	4,5
Mexique	131,2	1 811,47	3,9	3,2	-1,5	52,7	86	+2	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Jade PLANCKE, Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr